

**Conférence de l'ITIE sur la
transparence de la propriété effective**
Révéler les bénéficiaires effectifs en Afrique
 Mobiliser le potentiel du secteur extractif

Centre de Conférence King Fahd - Dakar, Sénégal, 31 octobre - 2 novembre 2018

Journée 1 - mercredi 31 octobre

09h00 - 16h00	<i>Arrivée et enregistrement des participants</i>
14h00-16h45	<p>Panel d'introduction : Propriété effective et mobilisation des ressources locales <i>(Amphithéâtre)</i></p> <p>Comment la transparence en matière de propriété effective peut-elle jouer un rôle clé pour prévenir l'évasion fiscale, atténuer les flux financiers illicites et augmenter les revenus tirés des activités d'extraction ? Des leaders de la transparence, menant des réformes du secteur extractif en vue d'améliorer l'accessibilité des données de propriété effective, feront part de leurs expériences, des avancées aussi bien que des défis.</p> <p><i>Pourquoi mettre un terme à l'anonymat dans le secteur extractif est primordial pour la mobilisation des ressources nationales en Afrique</i></p> <p><i>Modérateur : Eddie Rich, Directeur Exécutif a.i, Secrétariat International de l'ITIE</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Amadou Ba, Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan de la République du Sénégal • Modeste Bahati Lukwebo, Ministre d'État au Plan, République Démocratique du Congo • Godfrey Donal, Chef adjoint du Secrétariat du Forum Mondial • Dominic Emery, Vice-Président, Prévisions Stratégiques, BP • Louis Paul Motaze, Ministre des Finances, Cameroun • Robert Ssuuna, responsable des politiques fiscales et de la structure financière internationale, Tax Justice Network Afrique
15:25 – 16:45	<p><i>Comment la convergence des gouvernements, de l'industrie et de la société civile vers la propriété réelle contribue à la mobilisation des ressources nationales</i></p> <p><i>Modérateur : Dylan Gélard, Directeur Afrique Francophone, Secrétariat International de l'ITIE</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Oumarou Idani, Ministre des Mines, Burkina Faso • Abdoulaye Magassouba, Ministre des Mines et de la Géologie, Guinée • Léopold Mbolli Fatrane, Ministre des Mines, République Centrafricaine • Simon Msanjila, Secrétaire Permanent, Ministre des Ressources minérales, Tanzanie • Simone Niven, Directeur du groupe, relations d'entreprises, Rio Tinto • Ibrahima Sory Diallo, Président de la coalition Publiez Ce Que Vous Payez, Sénégal
16h45-17h30	<i>Pause et conférence de presse</i>

17h30-18h30	<p>Séance d'ouverture : Rendre transparente la propriété effective des entreprises dans les domaines du pétrole, du gaz et des minéraux (Amphithéâtre)</p> <p>Savoir à qui appartiennent les entreprises qui opèrent dans les secteurs du pétrole, du gaz et des mines est une condition essentielle au renforcement de la gouvernance des ressources naturelles. Il s'est également avéré important d'améliorer le climat des investissements et de promouvoir des comportements responsables dans la conduite des affaires. Grâce à l'ITIE et à d'autres efforts mondiaux et régionaux visant à relever les défis posés par la propriété cachée, les pays africains prennent l'initiative d'améliorer la transparence de la propriété effective dans les activités d'extraction. La séance plénière d'ouverture montrera l'engagement des gouvernements africains dans la divulgation de la propriété effective des entreprises.</p> <p><i>Intervenants :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • SE Fredrik Reinfeldt, Président de l'ITIE • Célestin Monga, vice-président et chef économiste du Groupe de la Banque africaine de développement • Abdallah Boureima, Président de la Commission de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) • Sheila Khama, spécialiste secteur minier, pratique mondiale énergie et secteur extractif de la Banque mondiale <p>Discours d'introduction de SE Macky Sall, Président de la République du Sénégal</p>
19h00-21h00	<p>Réception offerte par le gouvernement du Sénégal (Près de la piscine – Hôtel King Fahd)</p>

Journée 2 - jeudi 1er novembre

09h00-10h30	<p><u>Séance plénière : Quelles sont les pratiques émergentes en matière de transparence de la propriété effective dans les pays membres de l'ITIE ?</u> (Amphithéâtre)</p> <p>Les pays mettant en œuvre l'ITIE ont adopté différentes approches pour la divulgation des données sur les bénéficiaires effectifs d'ici 2020. Pendant cette séance, les participants étudieront les divers champs d'application, instruments et méthodes permettant de collecter, vérifier, protéger et diffuser les données sur les bénéficiaires effectifs. S'appuyant sur les expériences acquises dans 51 pays de l'ITIE, le Secrétariat international de l'ITIE présentera également une brève introduction aux questions clés à envisager lors de la conception d'un cadre pour la transparence de la propriété effective.</p> <p><i>Modérateur :</i> Bady Baldé, Directeur Afrique, Secrétariat International de l'ITIE</p> <ul style="list-style-type: none"> • Professeur Ismaïla Madior Fall, Ministre de la Justice, Sénégal • Matthew Ray, Directeur Adjoint, Secrétariat d'État aux Affaires, à l'Énergie et à la Stratégie industrielle, Royaume-Uni • Garba Abubakar, Conseiller spécial auprès du Registre-Général, Commission des questions liées aux entreprises, Nigeria • Prince Benjamin Aboagye, PDG adjoint de la Commission ghanéenne du pétrole • Franck Nzira, Directeur Technique, ITIE République Démocratique du Congo <p>Discussion et session de questions-réponses</p>
10h30-11h00	<p><i>Pause (Hall)</i></p>
11h00-12h30	<p><u>Sessions parallèles</u></p> <p>Session 1 : Améliorer la mobilisation des revenus en utilisant les données sur la propriété effective (Salle : B01)</p> <p>Les informations relatives aux bénéficiaires effectifs permettent de prévenir les flux financiers illicites et de réduire les risques de blanchiment d'argent et de corruption. Les pays de l'ITIE en Afrique,</p>

notamment le Cameroun, le Ghana et la Zambie, cherchent à utiliser les informations relatives aux bénéficiaires effectifs pour prévenir les flux financiers illicites et minimiser les risques de blanchiment d'argent et de corruption. Cette session portera sur la façon dont le rapportage de la propriété effective permet d'améliorer le recouvrement des impôts, tout en prévenant les flux financiers illicites en provenance de pays disposant de ressources extractives importantes. Différentes formes de pratiques seront envisagées, notamment les prix de transfert, les impôts à payer sur les plus-values, ainsi que la manière de partager entre administrations les informations relatives aux bénéficiaires effectifs.

Modérateur : Gwenaëlle Le Coustumer, Analyste Politique Fiscalité, Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales et Ines Schjolberg Marques, Directeur des Politiques, Secrétariat International de l'ITIE

Intervenants :

- Abu Bockarie Tarawalie, directeur de l'Autorité nationale des contributions, Sierra Leone
- Cheikh Soufi, Inspecteur principal, direction générale des impôts, Mauritanie
- Palakassi Pignan Gnansa, Cabinet Procédures Agent, Office Togolais des Recettes, Togo
- Bernd Schlenther, conseiller technique, forum sur l'administration fiscale en Afrique (ATAF)
- Mu'Azu Umaru, directeur de la recherche et de la planification, Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique (GIABA)

Session 2 : Réduction des risques dans l'octroi de licences pour les activités d'extraction

(Salle : C01)

Pour leurs vérifications de diligence raisonnable en matière d'octroi de licences, les autorités responsables ont besoin d'informations mises à jour de façon fiable sur les bénéficiaires effectifs, afin d'éviter l'octroi de licences ou de contrats à des entreprises non qualifiées et de prévenir d'éventuels conflits d'intérêts dans l'octroi des licences. Certains pays, tels que le Cameroun, le Ghana, le Libéria, la Sierra Leone et la Zambie, ont déjà commencé à étudier de quelle façon utiliser les données de propriété effective dans l'octroi des licences. Cette session s'appuiera sur les travaux menés à ce jour pour déterminer des méthodes permettant d'effectuer ce travail de façon économique, tout en mettant en place des mesures de protection appropriées permettant d'intégrer des normes d'intégrité dans les processus réglementaires.

Modérateur : Cari Votava, Spécialiste du Secteur financier et co-auteur du *Manual on Integrity Due Diligence for Licensing in Extractive Sectors*, Banque Mondiale

Intervenants :

- Prince Benjamin Aboagye, PDG adjoint de la Commission ghanéenne du pétrole
- Sahr Wonday, Agence Nationale des Minerais, Sierra Leone
- Ibrahim Mustafa Magu, Président Exécutif de la Commission sur les Crimes Economiques et Financiers, Nigéria
- Marie Lintzer, Agent Principal de la gouvernance, Institut de gouvernance des ressources naturelles (NRGI)

12h30-13h30

Déjeuner (Adriana)

13h30-15h00

Sessions parallèles

Session 3 : Approches juridiques à la transparence de la propriété

(Salle : B01)

La mise en place d'un cadre juridique et institutionnel adapté sera importante dans de nombreux pays pour assurer des divulgations exhaustives et fiables des propriétaires effectifs dans les secteurs extractifs. Plusieurs pays membres, dont le Cameroun, le Ghana, le Sénégal, la Sierra Leone, la Tanzanie et la Zambie, ont commencé à passer en revue – voire à modifier – leurs lois en vue de garantir la transparence des informations relatives aux bénéficiaires effectifs, ou prévoient de le faire. Cette session permettra aux participants d'examiner plusieurs aspects juridiques de la transparence des informations relatives aux bénéficiaires effectifs et de connaître les bonnes pratiques, notamment concernant la définition des obligations, le respect de la confidentialité et l'application des lois. Les participants venus de pays ayant déjà engagé des réformes légales en la matière pourront aussi échanger sur les difficultés rencontrées pour harmoniser les lois et règlements contenant des dispositions sur les bénéficiaires effectifs.

Modérateur : Stephen Karangizi, directeur et administrateur de la Facilité africaine de soutien juridique

Intervenants :

- Gay Ordenes, Directrice Régional Asie du Sud-Est, Secrétariat International de l'ITIE
- Domtie Sarpong, Procureur Principal à la Direction Générale de l'enregistrement, Ghana
- Luse Kalonga, Directeur– Mise en œuvre et sensibilisation auprès de l'Agence des Brevets et Enregistrement des entreprises, Zambie
- Innocent Nkongo Budina, Sénateur, République démocratique du Congo
- Alexis Ndzukenku, chef du service des affaires juridiques et de la communication, Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA)

Session 4 : Rendre public le registre de la propriété effective

(Salle : C01)

Plus de vingt pays mettant en œuvre l'ITIE, dont le Ghana et le Nigéria, ont annoncé qu'ils comptaient établir un registre public des bénéficiaires effectifs. Cette session a pour but de présenter les différents modèles de registres de propriété effective qui existent à la fois au niveau national et à l'échelle mondiale, et de discuter des questions importantes à garder à l'esprit lors de la création d'un registre public de propriété. Les participants discuteront des caractéristiques des registres existants et de la façon dont les données sur les bénéficiaires effectifs y sont présentées. Ils discuteront également de l'interconnectivité et du partage des informations au-delà des frontières, ainsi que des modifications pratiques facilitant l'accès public des registres et leur mise à jour.

Modérateur : Jack Lord, analyste des données et des politiques, Open Data Services Coopérative

Intervenants :

- Oliana Valigura, Directrice Pays, Europe de l'Est et Asie Centrale, Secrétariat International de l'ITIE
- Alhaji Garba Abubakar, Conseiller spécial auprès du registraire général, Nigeria
- Macoumba Niang, administrateur des greffes et chargé du Registre du commerce, Sénégal
- Matthew Ray – Secrétariat d'État aux Affaires, à l'Énergie et à la Stratégie industrielle, Royaume-Uni
- Shadrack Sikaonga, Agent Principal au Cadastre minier, Zambie
- Jean-Luc Blakey, Directeur de Campagne, Global Witness, République démocratique du Congo

15h00-15h30 *Pause*

15h30-17h00 Sessions parallèles

Session 5 : Obtenir des données précises sur la propriété

(Salle : B01)

L'une des principales préoccupations concernant la transparence de la propriété effective est de s'assurer que les données collectées par les gouvernements sont solides, exhaustives et à jour. Cette session vise à examiner les avantages et les inconvénients des différentes approches utilisées au niveau régional et national pour vérifier les données. Les participants seront invités à présenter les différentes approches en matière de vérification et de sanctions, à formuler des commentaires sur le rôle des réformes juridiques dans la garantie de la fiabilité des données, à déterminer les lacunes en matière de capacité et à discuter du rôle des entreprises et de la société civile dans la vérification des données.

Modérateur : Mu'azu Umaru, directeur de la recherche et de la planification, Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique (GIABA)

Intervenants :

- Bubacarr Sankareh, directeur par intérim, Département de l'intégrité et de la lutte contre la corruption, Banque africaine de développement
- Jack Lord, analyste des données et des politiques, Open Data Services Cooperative
- Shana Krishnan, analyste politique, unité secteur extractif/comportement responsable des entreprises, OCDE
- Anthony Kimuli, Directeur Adjoint de l'audit, l'Institution supérieure de contrôle des finances publiques, Ouganda

- Oleksiy Orlovsky, Directeur du programme de pratique démocratique, International Renaissance Foundation, Ukraine
- Yann Desclercs, Directeur Général, Cornerstone Advisory, Sénégal

Session 6 : Identification de personnes politiquement exposées et possibilités de conflits d'intérêts
(Salle : C01)

Lorsqu'une personne politiquement exposée (PPE) possède des actifs pétroliers, gaziers et miniers, l'ITIE exige que cette propriété soit transparente. C'est un point essentiel pour éviter les conflits d'intérêts dans l'attribution des licences et des contrats. Il pourrait être très utile de fonder de telles divulgations sur les définitions existantes des PPE et de les lier aux obligations existantes de déclaration d'actifs pour les fonctionnaires.

Modérateur : Jean Pierre Okenda, Directeur pays pour la République démocratique du Congo, Institut de gouvernance des ressources naturelles (NRGI)

Intervenants :

- Cari Votava, Spécialiste du Secteur financier et co-auteur du *Manual on Integrity Due Diligence for Licensing in Extractive Sectors*, Banque mondiale
- Jean Marie Kabanga, membre du Comité exécutif de l'ITIE de la RDC et représentant du Plateforme de la société civile sur le secteur minier, RDC
- Ludovick Utouh, Ex-Contrôleur General de la République et Président de l'ITIE-Tanzanie
- Saliou Diop, spécialiste juridique de la bonne gouvernance, de la lutte contre la corruption et des droits de l'homme, office national de lutte contre la fraude et la corruption (OFNAC)

18h00-21h00

Dîner

Journée 3 - vendredi 2 novembre

09h00-11h00
(entrée libre)

Conseils techniques sur la propriété effective

(Salle : B12/C12)

Les participants souhaitant discuter d'un thème abordé durant les sessions des deux premiers jours de la conférence sont invités à s'adresser aux intervenants et aux contributeurs de ces sessions. Des experts et des praticiens seront à leur disposition pour répondre aux questions liées à la transparence de la propriété effective, notamment sur les sujets suivants :

- Comment rédiger une législation et élaborer un cadre réglementaire pour la divulgation de la propriété effective
- Diligence raisonnable concernant l'octroi des licences et la collecte des données de propriété par le biais de la procédure d'octroi de licences
- Lier la transparence de la propriété effective aux efforts de lutte contre le blanchiment d'argent
- Comment s'y prendre pour établir un registre libre des sociétés indiquant les bénéficiaires effectifs

Sessions parallèles

09h30-11h00

Session 7 : Utiliser l'ITIE pour passer des engagements aux actions : expériences des pays de l'ITIE

(Salle : B01)

En pilotant le rapportage de la propriété effective par le biais du processus ITIE, de nombreux pays africains membres de l'ITIE ont commencé à collecter et à divulguer des données sur les bénéficiaires effectifs. Quelles sont les données divulguées jusqu'à présent, et quelles sont les possibilités d'utiliser l'ITIE pour améliorer les divulgations sur la propriété effective ?

Modérateurs : Papa Alioune Badara Paye, secrétaire permanent adjoint, ITIE Sénégal

- Marie-Thérèse HOLENN AGNONG, Coordinatrice Nationale a.i, ITIE RDC
- George Harawa, Coordonnateur National, ITIE Malawi
- Ian Mwiinga, chargé de communication, ITIE Zambie
- Agnès Solange Ondigui, Coordinatrice Nationale ITIE Cameroun, Membre du Conseil ITIE
- Brice Mackosso, Secrétaire Permanent, Commission Justice et Paix, République of Congo, Membre du Conseil ITIE
- Camillus Kassala, Chargé de recherche, Comité permanent interconfessionnel pour la justice socio-économique et l'intégrité de la création, Tanzanie

Session 8 : Travailler avec la société civile pour parvenir à la transparence de la propriété effective

(Salle : C01)

En pilotant le rapportage de la propriété effective par le biais du processus ITIE, de nombreux pays africains membres de l'ITIE ont commencé à collecter et à divulguer des données sur les bénéficiaires effectifs. Quelles sont les données divulguées jusqu'à présent et quelles sont les possibilités d'utiliser l'ITIE pour améliorer les divulgations sur la propriété effective ?

Modérateurs : Theo Chiviru et Maureen Kariuki, coordinateurs régionaux du Partenariat pour un gouvernement ouvert (PGO)

Intervenants :

- Juliet Ibekaku, Conseillère Spéciale du Ministère et Coordinatrice du PGO, Nigéria
- Simon Clydesdale, Directeur de Campagne, secteur pétrole, gaz et mines, Global Witness
- Abdoul Aziz Diop, Chargé de programme, Publiez Ce Que Vous Payez, Sénégal
- Abdoul Karim Maiga, Directeur Général de la Société des Mines d'Or de Kalana (SOMIKA sa), Mali
- Mamadou Mar Faye, Directeur des Affaires Extérieures de Kosmos Energy au Sénégal

Session 9 : De la politique à la pratique: créer des données utiles, utilisables et pouvant être liées sur la propriété effective

(Salle : A01)

Afin de maximiser l'impact de la transparence de la propriété effective, les données collectées par les pays doivent être précises et détaillées, peuvent être liées à d'autres données et accessible par divers groupes d'utilisateurs. Au cours de cette session, les participants exploreront comment traduire cette vision en pratique. La session traitera des « points de vue des utilisateurs » dans la conception des registres, de l'importance des choix politiques et des normes de qualité des données pour l'utilité des données sur les bénéficiaires effectifs. La session traitera également des pratiques émergentes ainsi que des défis, dans les systèmes de propriété effective.

Modérateur : Jack Lord, analyste des données et des politiques, Open Data Services Cooperative

11h00-11h30

Pause

11h30-12h30

Session plénière de clôture – Objectif 2020

(Amphithéâtre)

Comment les représentants du gouvernement et les acteurs non gouvernementaux peuvent-ils collaborer pour faire de la transparence de la propriété effective dans les activités extractives une réalité ? La session plénière de clôture évoquera les prochaines étapes pour les 24 pays africains membres de l'ITIE et la manière dont l'ITIE peut soutenir l'atteinte de l'objectif fixé pour 2020 en matière de divulgation de la propriété effective.

Modérateurs : Gouvernement du Sénégal et Secrétariat international de l'ITIE

Remarques de clôture : **Dr. Aïssatou Sophie Gladima Siby**, Ministre des Mines et de la Géologie, Sénégal